

ÉLECTIONS PROFESSIONNELLES DE L'UNIVERSITÉ PARIS-DAUPHINE

Scrutin du 1er au 8 décembre 2022



► Que sont les comités sociaux d'administration ?

Les comités techniques (CT) et les comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT) sont remplacés par **les comités sociaux d'administration (CSA)**. Le CSA est la seule instance où **tous les personnel-le-s**, BIATSS ou EC, **sont représenté-e-s et peuvent construire et défendre leurs cadre et conditions de travail**. Les élu-e-s sont obligatoirement consulté-e-s sur **les transformations relatives à l'organisation et au fonctionnement des services de l'université**, en particulier les restructurations de services, la politique d'attribution des primes, les règles concernant les horaires et les congés, les formations, les campagnes

d'emplois (enseignant-e-s-chercheur-e-s et BIATSS), la lutte contre les discriminations, etc. Les membres du CSA ont la possibilité d'enquêter sur les projets en question et expriment ensuite leur avis sur ces différents sujets. **C'est donc un espace important pour donner une portée publique à des évolutions du travail qui pourraient rester inconnues ou masquées**. La réforme transformant les CT et CHSCT en CSA (dans la lignée des lois Travail) va malheureusement diminuer le poids des représentant-e-s du personnel, ayant peu ou prou deux fois moins d'élu-e-s pour assurer le même travail de représentation qu'auparavant. Nous avons donc besoin de vous !

► Qui peut voter ?

Tou-te-s les agent-e-s qui exercent leurs fonctions à Dauphine, les fonctionnaires (même s'ils et elles dépendent d'un autre organisme comme le CNRS ou INRAE) ainsi que les contractuel-le-s (sauf si la somme des durées de leurs contrats est inférieure à six mois).

► Quel est le contexte national de ces élections ?

À la CGT-Dauphine, nous pensons qu'il faut articuler les défenses locales à notre université au contexte national qui influence fortement ce qui se passe à Dauphine. Les dernières élections permettent au nouveau gouvernement de poursuivre une politique d'austérité salariale, la casse des services publics, la vie toujours plus difficile pour les chômeur-ses, le report de l'âge de la retraite (dont la réforme est de nouveau sur la table), etc, aggravant ainsi les inégalités. Pour les fonctionnaires, la trop faible réévaluation du point d'indice - dont le coût est laissé à la charge des universités pour l'année 2022 ! - n'empêche pas le pouvoir d'achat de continuer de chuter, et cela pourrait empirer avec l'augmentation des dépenses énergétiques.

Dans le domaine de l'enseignement supérieur et de la recherche, après les crédits d'impôt pour les entreprises, c'est la Loi de Programmation de la Recherche (LPR) qui est imposée, malgré une mobilisation importante de la communauté scientifique, notamment dauphinoise, mobilisation dans laquelle la section CGT était fortement impliquée. La LPR s'inscrit dans cette politique générale, cassant les statuts et les collectifs de travail, intensifiant le travail, pour plus de précarité au profit d'une supposée excellence qui masque mal une réduction des dépenses.

Cela se traduit par :

- **Une stabilité des budgets, malgré l'augmentation du nombre d'étudiant-e-s et le vieillissement des locaux ;**
- **Une augmentation de la précarité chez les personnel-le-s** (à Dauphine, 52% des biatss sont non-titulaires) ;
- **L'augmentation des financements sur projet**, par opposition aux financements pérennes nécessaires à la stabilité des équipes de recherche et des équipes administratives ;
- **Le regroupement des universités et instituts de recherche dans quelques grands pôles** (comme PSL), entraînant des fusions et restructurations brutales, et une concurrence entre les universités ;
- **La loi sur l'orientation et la réussite des étudiants (ORE) et le dispositif Parcoursup**, qui ont développé la sélection à l'entrée à l'université et créent une surcharge de travail pour le personnel responsable de la mise en place de cette sélection.

LE 1ER DÉCEMBRE JE VOTE ET JE FAIS VOTER CGT !!!

► Des élu·e·s CGT pour la défense inconditionnelle du Service public, du statut général des fonctionnaires et de leurs conditions de travail.

Depuis de nombreuses années, vos élu·e·s CGT ont à cœur de défendre la qualité du travail réalisé par l'ensemble des agent·e·s de l'université et de lutter contre les différentes formes de pressions émises par l'encadrement sur leurs équipes.

— Nous avons **défendu les personnel·le·s**, en CHSCT comme en CT, **parfois en grande difficulté**, voire en souffrance, face aux transformations souvent brutales de leur métier et de leurs missions.

— Nous avons lutté **contre l'individualisation des rémunérations**, en **réduisant les écarts du RIFSEEP** entre les agents, en continuant de défendre une **répartition égalitaire des primes** et en introduisant une procédure de recours sur la prime de fin d'année.

— Nous avons lutté pour **sauvegarder le rôle du CNU** dans les procédures d'évaluation RIPEC.

— Nous avons **demandé et participé aux négociations collectives sur le RIFSEEP et sur le télétravail**.

— Notre syndicat a **été particulièrement actif dans la mobilisation contre la LPR et contre la réforme des retraites**.

— Nous avons été présents **durant toute la crise sanitaire pour veiller à la protection des agent·e·s**.

— Nous travaillons **le plus possible avec les autres organisations syndicales**, pour défendre les intérêts des personnels comme pour faire des propositions d'amélioration des conditions de travail.

— Nous avons œuvré à établir plus d'**égalité femmes/hommes** (groupe de travail sur le sujet, travail sur les violences sexuelles et sexistes, sur les discriminations de genre, etc.).

► Au sein du CSA et dans l'intérêt de la majorité des agent·e·s, vos élu·e·s CGT continueront à défendre :

► **Les valeurs du Service public d'État** contre la logique d'entreprise ; nous sommes un service public au service du public et non un service au public.

► **Des formations validées par des diplômes nationaux**, parce que c'est la seule garantie de l'égalité d'accès et de reconnaissance des qualifications. Vos élu·e·s CGT continueront de se montrer particulièrement vigilant·e·s sur **les droits d'inscription** et face au développement de la formation continue et de diplômes très rémunérateurs pour leurs animateur·rices. La collecte de ressources externes à l'enveloppe ministérielle doit être mise au service des agent·e·s et des étudiant·e·s

► **La sauvegarde et l'amélioration du statut de la Fonction Publique d'État, ainsi que la titularisation des contractuel·le·s et la mensualisation des vacataires.**

Malgré une santé financière enviable, Dauphine mène depuis plusieurs années une politique de recrutements hors statuts qui fragilise l'ensemble des agent·e·s de l'université. Le taux d'agent·e·s contractuel·le·s explose.

► Nous défendrons ainsi les **droits statutaires des agent·e·s en refusant toute politique d'individualisation des carrières et des salaires** imposée notamment par l'instauration du RIFSEEP et du RIPEC et des primes d'établissement dites « au mérite ».

► Nous défendrons également **le droit à la santé et à la sécurité de tous et toutes sur le lieu de travail** auquel doit se conformer toute politique de qualité de vie au travail (QVT). C'est la qualité du Travail dans la vie que nous exigeons.

► Notre liste

- | | | |
|---|--|---|
| 1. Jean-Marie Pillon (MCF, Irisso) | 9. Julian Mischi (DR-INRAE, Irisso) | 16. Sarah Abdelnour (MCF, Irisso) |
| 2. Laurence Drouin (BIBAS, Bibliothèque) | 10. Faustine Thirouin (BIBAS, Bibliothèque) | 17. Florian Sikora (MCF, Lamsade) |
| 3. Maxime Chupin (ITA-CNRS, Ceremade) | 11. Pierre Lissy (MCF, Ceremade) | 18. Gwenaëlle Mainsant (CR-CNRS, Irisso) |
| 4. Isabelle Bellier (ITA-CNRS, Ceremade) | 12. Irène Waldspurger (CR-CNRS, Ceremade) | 19. Amic Frouvelle (MCF, Ceremade) |
| 5. Paul Pegon (MCF, Ceremade) | 13. Samuel Pinaud (MCF, Irisso) | 20. Lucie Galand (MCF, Lamsade) |
| 6. Julie Landour (MCF, Irisso) | 14. Alessandra Iacobucci | |
| 7. François Simenhaus (MCF, Ceremade) | (IE-CNRS, Ceremade) | |
| 8. Émilie Brantes (BIBAS, Bibliothèque) | 15. Alban Jacquemart (MCF, Irisso) | |



Voter CGT c'est d'abord montrer que nous pouvons lutter ensemble pour améliorer nos conditions de travail et que nous tenons à offrir à notre jeunesse toutes les chances de bien se former.